

Questions orales

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICELE PROCÈS DU PREMIER MINISTRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK—
ON DEMANDE LA DÉMISSION DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, puisque le ministre de la Justice et le solliciteur général se cachent à la Barbade, parce que la situation est trop chaude ici . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Kaplan: . . . j'adresserai ma question au premier ministre.

M. Clark (Yellowhead): Un élève de Nunziata.

M. Kaplan: Un jour ça va, mais un semaine c'est trop.

M. McDermid: Mauvais joueur.

M. Kaplan: Lorsque le premier ministre a pris la parole à la Chambre, en réponse aux questions concernant la rencontre de M. Hatfield avec le solliciteur général, j'ai conclu de sa réponse, comme le reste du pays, qu'il mettait en doute le jugement de son solliciteur général. De plus en plus d'éditoriaux demandent la démission de solliciteur général en raison de cette rencontre.

Des voix: Oh, oh!

M. Kaplan: La semaine dernière à Edmonton . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député a-t-il une question à poser?

M. Kaplan: Le premier ministre sait-il que son propre collègue du cabinet, le ministre de la Justice, a également déclaré qu'il demanderait la démission du solliciteur général? Vu la situation intenable dans laquelle se trouve ce ministre maintenant, le premier ministre n'agira-t-il pas dans l'intérêt de l'administration de la justice en demandant la démission du solliciteur général?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je vois qu'une semaine de vacances n'a pas amélioré le sens de l'humour du député. Les mauvais jeux de mots continueront tant que le député posera des questions. Le ministre de la Justice—et vous le savez très bien—n'a pas fait ce genre de déclaration. C'est vous qui, en déformant ses déclarations, lui faites dire cela. En réalité, le ministre de la Justice et le solliciteur général ont répondu avec tous les détails qu'ils pouvaient humainement donner. Leurs réponses sont connues de tous et devraient satisfaire le député.

● (1440)

M. le Président: Une brève question supplémentaire.

M. Kaplan: Monsieur le Président, je voudrais que le premier ministre donne des réponses complètes. Même si on le lui a demandé, il n'a toujours pas dit à la Chambre quand il avait appris pour la première fois que de la marijuana avait été trouvée dans les bagages du premier ministre Hatfield. Il a dit

quand il avait entendu parler de poursuites, quand il avait appris que l'on tenterait des poursuites.

M. le Président: Je n'ai toujours pas entendu de question. Le député de Skeena.

* * *

LES FORÊTS

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Forêts. De toute évidence, la lutte au cabinet est terminée et le secteur forestier en est la victime à l'échelon fédéral. Le ministre peut-il expliquer au Parlement pourquoi l'industrie la plus importante du Canada, qui a contribué 25.9 milliards de dollars à notre économie et qui emploie un travailleur sur dix au Canada, fait maintenant face à une réduction de dépenses de 15 p. 100 par rapport à l'année dernière, même si les fonctionnaires fédéraux ont eux-mêmes déclaré que, si le gouvernement fédéral ne fournit pas plus d'argent au secteur forestier, des dizaines de milliers d'emplois disparaîtront, de Terre-Neuve jusqu'en Colombie-Britannique?

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, le député est manifestement mal renseigné. Lorsque nous aurons terminé nos négociations avec les provinces et conclu certains accords, nous aurons affecté plus d'argent au reboisement et à l'exploitation forestière dans les provinces que le gouvernement antérieur ne l'a fait en dix ans.

L'IMPORTANCE DES CRÉDITS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il sait certainement que moins de 0.1 p. 100 des dépenses annoncées hier seront consacrées au secteur forestier à l'échelon fédéral. Pendant la campagne électorale, tous les ministériels de la Colombie-Britannique se sont promenés dans la province en promettant 200 millions de dollars par an. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il affecté que 175 millions de dollars par année pour toute l'industrie forestière du Canada alors qu'il sait que cela entraînera la perte de dizaines de milliers d'emplois dans la plus importante industrie du Canada?

M. Blackburn (Brant): Il ne répondra pas.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts)): Monsieur le Président, le député sait très bien que, dans le cadre des ententes de développement économique et régional, nous négocions des ententes accessoires relatives aux forêts. Il sait très bien que nous avons déjà signé de tels accords avec plusieurs provinces et que nous en signerons d'autres bientôt. Quand nous aurons terminé, nous aurons affecté davantage d'argent que ne le prétend le député dans le cadre d'ententes sur les forêts et de programmes visant à aider l'industrie forestière du Canada.